



PROGRAMME D' ACTIONS 2011



Validé par l'Assemblée Générale le 14 avril 2011

Centre de Ressources
Politique de la Ville
Bretagne - Pays de la
Loire

23 rue des Renards
44300 NANTES

Tél : 02.40.58.02.03
Fax : 02.40.58.03.32

Mail :
resovilles@resovilles.com
Site :
www.resovilles.com

NOS FINANCEURS ET ADHERENTS

Nos financeurs :

SG-CIV / SGAR Bretagne et Pays de la Loire
 DRJSCS Pays de la Loire
 DRJSCS Bretagne
 Région Pays de la Loire
 Région Bretagne
 Fond Social Européen

D'autres financeurs nous apportent leur soutien à l'occasion de projets spécifiques (Agence National pour la Rénovation Urbaine, Caisse des dépôts et consignations ...)

Nos adhérents :

Ville d'AURAY
 Ville de CONCARNEAU
 Ville de FOUGERES
 Ville de GUINGAMP
 Ville de LANESTER
 Ville de LORIENT
 Ville de QUIMPER
 Ville de REZE
 Ville de SAINT HERBLAIN
 Ville de SAUMUR
 Ville de VANNES

 Conseil Général du FINISTERE

BREST Métropole Océane
 CARENE
 LAVAL Agglomération
 MORLAIX Communauté
 NANTES Métropole
 RENNES Métropole
 SAINT BRIEUC Agglomération

 AMADEUS
 ARIFTS
 ARO HLM Bretagne
 Ecole de travail social des Etablières
 USH Pays de Loire
 VILLE & DEVELOPPEMENT



LES MISSIONS DU CENTRE DE RESSOURCES

Extrait du cadre de référence national Etat- centre de ressources politique de la ville

Les centres de ressources ont pour visée principale **d'accompagner la qualification et de favoriser l'échange entre les acteurs du développement social et urbain, à commencer par les professionnels de la politique de la ville**, en tenant compte d'une part de l'évolution des politiques publiques et des transformations qu'elles induisent, et d'autre part des réalités territoriales, c'est-à-dire des besoins identifiés sur le terrain et des systèmes d'acteurs locaux.

DES MISSIONS ESSENTIELLES STRUCTUREES AUTOUR DU BINOME « QUALIFIER/CAPITALISER »

La visée principale des centres de ressources implique la mise en œuvre de missions essentielles qui constituent leur « socle commun ». Ces missions essentielles se répartissent en deux axes, dégagés en 1999 par la Mission d'appui à la création des centres de ressources de la politique de la ville¹ et qui continuent aujourd'hui de structurer le rôle des centres de ressources : d'une part, qualifier et mettre en réseau, et, d'autre part, capitaliser et diffuser.

AXE 1. QUALIFIER ET METTRE EN RESEAU

Permettre aux professionnels d'acquérir, dans une logique d'échanges et de co-élaboration, la maîtrise des connaissances et outils nécessaires à leurs pratiques :

- Qualifier et/ou former les acteurs du développement social urbain, et en particulier les professionnels de la politique de la ville
- Favoriser les synergies entre acteurs et leur mise en réseau (par fonction, par thématique ou par territoire)
- Susciter et organiser l'échange et la mise en débat
- Soutenir les professionnels dans leurs pratiques en leur apportant les informations, documents et outils dont ils ont besoin.

AXE 2. CAPITALISER ET DIFFUSER

Formaliser les connaissances produites par les professionnels (avec parfois l'apport d'experts et de chercheurs) lors des activités des centres de ressources, et organiser leur accumulation sélective et leur diffusion :

- Développer de l'expertise sur des thématiques, des territoires et/ou sur les modalités de conduite et de gestion des projets, notamment ceux cofinancés par des fonds européens
- Recueillir les expériences de terrain, notamment les plus innovantes, les analyser en terme de méthodes et faciliter leur essaimage sur d'autres territoires
- Soutenir et accompagner la mise en œuvre de démarches locales d'observation et d'évaluation
- Confronter les pratiques professionnelles aux travaux des chercheurs
- Produire des connaissances territorialisées et les situer dans une approche prospective
- Contribuer à la diffusion, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle nationale et européenne, des expériences repérées et des connaissances produites

¹ Sylvie HARBURGER, Bénédicte MADELIN, Françoise MALBOSC, Mission d'appui à la création des centres de ressources, *Rapport de mission*, DIV, juin 1999

LES OBJECTIFS STRATEGIQUES POUR LA PERIODE 2011-2014

Validés par le Conseil d'Administration du 10 décembre 2010

- Accompagner les élus et professionnels dans les mutations à venir
 - Anticiper l'évolution de la géographie prioritaire en travaillant à la constitution de réseaux pérennes, indépendants d'une « labellisation politique de la ville »
 - Accompagner la mise en place des évolutions législatives en matière de politique de la ville (préparation des avenants, réflexion sur la future géographie prioritaire et contractualisation)
 - Développer une « approche intégrée » des problématiques, relier urbain et social
 - Diffuser actualités et analyses de fond sur ces mutations, au-delà de la stricte politique de la ville (évolution du paysage institutionnel, finances locales et nationales, enjeux urbains et sociaux, enjeux démocratiques...)

- Renforcer les liens avec la recherche
 - Relier savoirs universitaires et réalités des acteurs de terrain
 - Concilier approfondissement et opérationnalité
 - Améliorer la qualité de nos actions

- Développer la recherche-action
 - Participer à l'amélioration des politiques publiques
 - Produire de la connaissance à partir de l'action
 - Confronter cette nouvelle connaissance à la théorie

- S'ouvrir progressivement vers les « publics » de la politique de la ville
 - S'associer ponctuellement au secteur associatif
 - Ouvrir certaines actions aux habitants (jeunesse, analyse de dispositifs participatifs, gestion urbaine de proximité...)

- Renforcer les fonctions de ressource et de communication
 - **Ressource, veille** : une des fonctions de base, fondamentale pour répondre aux demandes du quotidien mais aussi comme support de notre programme d'actions. La connaissance des dispositifs et des évolutions législatives, de nos territoires, des acteurs, des expériences locales reste un socle essentiel.
 - **Développement web et NTIC** : une fonction à développer pour répondre aux défis des distances, de l'optimisation du temps et des nouveaux modes de communication. Cela nécessite d'identifier les formes de dématérialisation les plus efficaces et faciles d'usage pour nos publics (web documentaire, plateforme collaborative comme support des réseaux professionnels...) et de proposer la formation nécessaire à leur usage.
 - **Communication** : une fonction essentielle pour la diffusion de l'information, la visibilité et la reconnaissance du rôle du centre de ressources et des actions de nos adhérents. Les publications, lettres numériques et papier permettent de valoriser nos territoires et les politiques publiques qui y sont mises en œuvre. Les inscriptions à nos actions dépendent également de notre capacité à les faire connaître, à les rendre visibles et accessibles.

DES FORMES D'INTERVENTION DIVERSES

- L'animation de réseau
- Des ateliers structurants
- Le développement de recherche-action
- Des modules de formation
- Des journées thématiques

DES PRINCIPES D'ACTION

- Une mobilisation des ressources locales
- Une attention particulière aux rencontres favorisant l'échange entre les institutions, les métiers, les échelles territoriales
- Une ouverture vers les démarches européennes (programmes de la commission, travaux du Conseil de l'Europe)
- Toutes les actions sont envisagées en partenariat (réseaux professionnels, universités, autres associations...)

LE CALENDRIER

POLITIQUE DE LA VILLE

22 février 2011

Nantes

RENCONTRE DES RESEAUX

- Réseau des élus, animé par Marc Rouzeau, IRTS de Bretagne, membre du comité scientifique de RésO Villes
- Réseau des professionnels, animé par Gilbert Gaultier, Université Rennes 2, membre du comité scientifique de RésO Villes

Dans un contexte de réduction des crédits et face aux nouveaux défis qui se posent aux acteurs de la politique de la ville, professionnels et élus ont débattu sur les notions suivantes : les nouvelles formes de partenariat et la mobilisation du droit commun ; l'avenir de la contractualisation ; l'avenir de la géographie prioritaire et plus globalement de la territorialisation ; l'intégration urbain / social.

27 mai 2011

Rennes

1ERE RENCONTRE DU RESEAU DES DELEGUES DU PREFET

Cette séance marque le début de l'accompagnement des 22 délégués du Préfet, dans la durée, avec des rencontres assez rapprochées. L'objet principal est de favoriser une expression et une analyse sur le métier, les pratiques professionnelles, les partenariats, avec des apports méthodologiques.

René Jarry, consultant, sociologue clinicien, enseignant à l'université de Limoges

Séances suivantes en Juin, septembre, octobre, novembre et décembre

16 juin 2011

Rennes

FORMATION POLITIQUE DE LA VILLE (ELUS)

Journée d'apports et d'échanges à destination des élus locaux en charge des politiques publiques thématiques concernées par la politique de la ville :

- Réunir les élus thématiques afin de fournir des repères historiques et méthodologiques sur la politique de la ville et la cohésion sociale
- Favoriser les articulations entre cette politique transversale et les politiques publiques sectorielles

Patrick-Yves Mathieu, consultant, enseignant à l'université de Toulouse.

19 au 23 septembre 2011

Nantes

FORMATION « POLITIQUE DE LA VILLE ET TRAVAIL SOCIAL, QUELLES COMPLEMENTARITES ? »

Ce stage est organisé conjointement par l'ARIFTS et l'Association RésO Villes. Il a pour objectifs de :

- Présenter quelques repères fondamentaux de l'histoire de la politique de la ville
- Comprendre son développement en parallèle du travail social
- Repérer les points de coopération / convergence et les points de tension / concurrence entre le travail social, les politiques sociales et la politique de la ville
- Rechercher les conditions et les approches méthodologiques d'une réelle synergie entre les différents acteurs : population, élus, professionnels...
- Mettre en lumière les conditions et les approches méthodologiques pour un partenariat constructif articulant les approches par public et les approches territoriales

Il s'adresse aux :

- Travailleurs sociaux
- Acteurs de la politique de la ville et de ses dispositifs issus des collectivités territoriales et des services de l'Etat
- Autres professionnels des quartiers prioritaires de la politique de la ville
- Militants associatifs, élus...

Joël BARTHELEMY, sociologue

Christian PIHET, géographe

René JARRY, sociologue

Frédéric BORIE, chargé de mission, association Agir pour l'Intégration Bancaire et Financière (APIB)

Jean Michel JAOUEN, directeur de la Politique de la Ville à Nantes Métropole

Alain GUEZENGAR, ancien directeur de prévention spécialisé

Ronan TANGUY, éducateur spécialisé

Radhia ESSASSI, responsable associative

Ali REBOUH, militant associatif et adjoint au maire de Nantes en charge de la vie associative

Décembre 2011

Rennes

2EME RENCONTRE DES RESEAUX

- Réseau des élus
- Réseau des professionnels

A partir des pistes issues de la rencontre de février, le comité scientifique aidera les acteurs de la politique de la ville et des politiques publiques thématiques à poursuivre les échanges et approfondir la réflexion.

11 avril 2011

Nantes

JOURNEE THEMATIQUE EN PARTENARIAT AVEC LE CENTRE INTERCULTUREL DE DOCUMENTATION

Les discriminations en fonction de l'origine ont été longtemps niées tant dans le monde de la recherche que dans les politiques publiques en France. Elles sont désormais reconnues, ont fait l'objet de nombreuses recherches quantitatives et qualitatives et sont inscrites plus ou moins explicitement dans les attendus des politiques publiques. La mise en œuvre de véritables actions de lutte contre les discriminations se heurte néanmoins à des confusions théoriques, à des ambiguïtés politiques et à des injonctions contradictoires des orientations. L'intervention a pour objectif de tenter de clarifier cette question en en soulignant les enjeux principaux.

Saïd Bouamama est sociologue, docteur en socio-économie. Militant engagé depuis de nombreuses années dans les luttes de l'immigration pour l'égalité réelle des droits en France. Il est directeur de recherche à l'association IFAR (Intervention, Formation, Action, Recherche) situé à Villeneuve-d'Ascq (59).

Octobre 2011

Brest

2EME JOURNEE THEMATIQUE

Saïd Bouamama poursuivra son apport à travers la clarification du référentiel de la lutte contre les discriminations. En effet, depuis l'émergence de cette thématique comme politique publique, les messages, concepts et notions n'ont cessé de se succéder et de brouiller la grille de compréhension des enjeux relatifs aux discriminations.

APPEL A PROJETS DE LA DIRECTION DE L'ACCUEIL, DE L'INTEGRATION ET DE LA CITOYENNETE

Le centre de ressources de l'Essonne et RésO Villes se sont associés pour proposer trois actions dans le cadre de cet appel à projets national. Elles s'inscrivent dans les axes suivants :

- « Dire l'histoire de l'immigration »
- « Appui méthodologique au développement et à l'évaluation de projets concourant à l'intégration des personnes immigrées »
- « sensibilisation, formation et mise en réseau des acteurs de la santé, du social, du logement concernant les populations immigrées vieillissantes – échanges de pratiques »

Si nos projets sont retenus lors de la sélection courant mai, ils seront mis en œuvre entre octobre 2011 et octobre 2012, en partenariat avec le Centre Interculturel de Documentation, entre autres partenaires de nos territoires.

13 janvier, 21 mars, 18 mai, 30 septembre, octobre 2011

Rennes

COMITE TECHNIQUE DE LA RECHERCHE-ACTION JEUNESSE

Les membres du comité technique issus de sept collectivités : les villes d'Angers, Brest, Lorient, Nantes, Quimper, Rennes et Saint-Nazaire, accompagnées par l'INJEP (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire), les DRJSCS de Bretagne et des Pays de la Loire, et les Conseils régionaux de Bretagne et des Pays de la Loire se retrouvent régulièrement pour mettre en œuvre la deuxième phase de la recherche-action jeunesse.

1^{er} et 18 février 2011

Angers

JOURNEES D'APPORTS ET DE REFLEXION SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES VERS L'AUTONOMIE

Ces journées marquent le démarrage d'une recherche-action initiée par la DDCS du Maine et Loire et confiée à RésO Villes. Elle vise à accompagner les opérateurs du dispositif Ville-Vie-Vacances dans une réflexion sur leur posture d'accompagnement auprès des jeunes dans leur cheminement vers l'autonomie.

Les seuils qui marquaient traditionnellement le passage à l'âge adulte (entrée dans la vie active, décohabitation, premier enfant...) apparaissent « désynchronisés » dans nos sociétés contemporaines. Qu'est-ce qui définit aujourd'hui l'autonomie, comment se distingue-t-elle de l'indépendance ?

Elsa Ramos est maître de conférences en sociologie à l'Université Paris Descartes, Chercheur du CERLIS-Paris Descartes-CNRS (Centre de Recherche sur les liens sociaux).

La notion d'accompagnement semble s'être imposée dans le vocabulaire des politiques publiques pour désigner une forme de relation avec un autre, acteur d'un projet. La relation par laquelle l'opération a lieu se réfère aux idées d'autonomisation et de coopération. Dans les politiques de jeunesse, on parle d'accompagnement des jeunes à l'autonomie. Quelle est la réalité des pratiques que le mot désigne ? Qu'est-ce qu'accompagner veut dire ? Quelle est la place de celui qui accompagne : qui est-il ? Quel rôle a-t-il à jouer ?

Maela Paul est docteur en sciences de l'éducation, formatrice à l'ARIFTS.

Mars à septembre 2011

Angers

ACCOMPAGNEMENT METHODOLOGIQUE DE TROIS OPERATEURS DU DISPOSITIF VILLES VIE
VACANCES

Après les deux journées d'apports théoriques des 1^{er} et 18 février, RésO Villes anime un travail d'appropriation des apports théoriques et d'analyse de pratiques auprès d'opérateurs volontaires. Cette étape vise à la définition partagée d'une grille d'analyse et d'une méthodologie leur permettant de construire et d'expérimenter un projet dans lequel l'accompagnement des jeunes vers l'autonomie sera central. Ils partageront leurs expériences et leurs analyses lors d'une journée de restitution ouvertes à tous en novembre 2011.

6 avril 2011

Angers

JOURNEE DE REFLEXION SUR LES POLITIQUES JEUNESSE

En partenariat avec le centre de ressources Villes au Carré, cette journée réunit des élus et des techniciens venus de cinq régions pour échanger et débattre sur les questions de politiques jeunesse à partir de la recherche-action menée par RésO Villes de 2008 à 2010.

L'après-midi, le comité de pilotage de la recherche-action débat des orientations de la seconde phase de la recherche-action.

11 octobre 2011

Rennes

1^{ER} SEMINAIRE COOPERATIF DE LA RECHERCHE-ACTION JEUNESSE

La recherche-action jeunesse prévoit trois séminaires coopératifs, d'ici à juin 2012. Ils réuniront les membres des équipes projet issus des sept villes et seront ouverts à d'autres partenaires. Temps de partage des démarches, ils visent à produire des référentiels communs permettant une analyse croisée des différents projets menés dans les territoires et proposés comme « terrain d'expérimentation » pour éprouver les résultats de la première phase de la recherche-action.

Octobre 2011

Rennes

RESTITUTION DES ETUDES MENEES PAR L'ACSE SUR LES PROGRAMMES DE REUSSITE EDUCATIVE

En partenariat avec les DRJSCS, l'ACSE et l'IRTS de Bretagne, cette journée portera sur :

- L'enquête sur les personnels salariés du programme de réussite éducative
- L'enquête sur la place des familles dans les projets de réussite éducative

Novembre 2011

Angers

RESTITUTION DE LA RECHERCHE-ACTION SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES VERS L'AUTONOMIE

Cette restitution s'accompagnera des apports théoriques de chercheurs et de praticiens. Elle fera l'objet d'une publication.

OBSERVATION-EVALUATION



24 janvier 2011

Nantes

1ERE JOURNEE DE PREFIGURATION D'UN ATELIER SUR L'OBSERVATION

Cette journée propose aux professionnels de quelques collectivités territoriales, issus des services d'observation, d'évaluation, de la politique de la ville et de la rénovation urbaine de faire le point sur le travail qu'ils mènent en matière d'observation des inégalités sociales et territoriales et d'évaluation des politiques publiques visant à y remédier. Elle vise à identifier les questionnements et besoins qui pourraient être l'objet d'un atelier coopératif mené entre les collectivités des deux régions.

24 mars 2011

Nantes

2EME JOURNEE DE PREFIGURATION D'UN ATELIER SUR L'OBSERVATION

Cette seconde journée permet de poursuivre l'échange précédent en interrogeant notamment la place des personnes concernées par les champs observés (habitants des quartiers populaires, bénéficiaires de l'action publique ...). De là, le programme de RésO Villes sur cette thématique se constitue en deux axes :

- Capitaliser et partager des expériences locales
- Accompagner une ou deux démarches innovantes en matière d'observation participative. L'une s'appuiera sur la méthodologie développée par le Conseil de l'Europe pour la mesure de la cohésion sociale

Suzanne Rosenberg, consultante, travaille sur le développement des territoires et la participation des habitants. Elle intervient auprès des collectivités locales, administrations et organismes semi-publics pour des expertises, des évaluations, des formations et la mise en place de démarches de développement, en visant une participation accrue des habitants, notamment dans la coproduction de propositions.

Sébastien Guimard, directeur d'ARAI'S, inscrit son travail dans la médiation entre les partenaires privés et publics, acteurs de la cohésion sociale, pour produire ensemble du sens à l'action. Il coordonne les missions d'accompagnement et de recherche auprès des collectivités et des entreprises.

ATELIER OBSERVATION –EVALUATION AVEC LES SERVICES DE L’ETAT ET LES COLLECTIVITES

1 - Cet atelier a pour objectif de travailler avec les services de l’Etat autour :

- o de l’analyse de production des données locales de l’Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles et autres observatoires thématiques conduits au sein des services de l’Etat localement
- o de la méthodologie d’observation au service du projet : du diagnostic à l’évaluation, comment se construit l’action, au service de quels objectifs ? Comment donner sens à une évaluation ? Qui contribue à l’évaluation ?

Intervenants pressentis :

Sébastien Guimard, directeur d’ARAÏS

Eric Amanou, consultant

2- Cet atelier a pour objectif de travailler avec les collectivités afin de:

- o Poursuivre le travail de partage des expériences locales et de capitalisation auprès des villes de Rennes, Angers, Quimper.
- o préparer avec Nantes Métropole et Brest la journée de novembre 2011 sur les indicateurs de cohésion sociale

Intervenant pressenti :

Sébastien Guimard, directeur d’ARAÏS

JOURNEE DE PRESENTATION ET D’ECHANGES SUR LES INDICATEURS DE COHESION SOCIALE

Cette rencontre a pour but de découvrir et comprendre les fondements de la méthodologie de mesure de la cohésion sociale proposée par le Conseil de l’Europe à travers une présentation assurée par un administrateur du Conseil de l’Europe. Les villes de Mulhouse et de Roubaix pourront témoigner de leur choix pour cette démarche et de ce qu’elle produit sur leur territoire. Après une matinée ouverte à tous, l’après-midi pourra être consacré à un échange avec les partenaires intéressés pour s’engager dans cette démarche sur leur territoire.

Intervenants pressentis :

Samuel Thirion, administrateur du Conseil de l’Europe

Bertrand Sauvage, directeur du projet de cohésion sociale, ville de Roubaix

Suzanne Rosenberg, consultante

Sébastien Guimard, directeur d’ARAÏS

JOURNÉE DE PARTAGE DES DEMARCHES D'OBSERVATION LOCALE

Elle s'appuiera sur le résultat de travaux menés dans les mois précédents auprès d'une part des services de l'Etat, et d'autre part des collectivités.

L'après-midi, nous développerons des apports théoriques issus d'études sur la mesure des écarts territoriaux et leurs réductions, « référentiels » à partir desquels se construisent les politiques publiques. La notion de mixité sociale sera notamment interrogée à cette occasion.

Intervenants pressentis :

Sébastien Guimard, directeur d'ARAÏS

Eric Amanou, consultant

Jean-Pierre Levy, directeur de recherche CNRS, Centre de Recherche sur l'Habitat, ENSA Paris-Val de Seine

Christine Lelévrier, maître de conférence à l'Institut d'Urbanisme de Paris

27 juin 2011

Nantes

JOURNEE DE PRESENTATION ET D'ECHANGES SUR LE PROGRAMME « QUALITE ET SURETE DES ESPACES URBAINS » LANCE PAR LE PLAN URBANISME CONSTRUCTION ARCHITECTURE (PUCA)

Ce programme a pour objectif d'expérimenter de nouvelles réponses qui intègrent la sûreté sans compromettre les vertus de la vie urbaine, permettant ainsi d'imaginer des alternatives aux formes actuelles d'urbanisme défensif (résidentialisation, dispositifs de surveillances...). Sur les régions Bretagne et Pays de Loire deux sites nantais sont retenus.

Les experts du PUCA désignés sur les sites nantais ainsi que les chefs de projet locaux présenteront les productions issues de ce programme qui aborde les questions de prévention de la délinquance dans une approche globale d'un quartier, de son fonctionnement. Il traite du social comme de l'urbain, interrogeant la Gestion Urbaine de Proximité, les formes urbaines, la présence humaine, l'animation des espaces.

Intervenants pressentis :

Bertrand Vallet, PUCA

Eric Amanou, consultant

Alice Collet, sociologue au CSTB

Décembre 2011

Nantes

JOURNEE DE REFLEXION SUR LA RELATION ENTRE LA POLICE ET LES CITOYENS

Cette thématique a fait l'objet d'ouvrages et d'articles récents interrogeant la transformation du travail policier en France et à l'étranger. Entre présence physique de proximité, vidéosurveillance, fonction réelle et symbolique, comment renouer les liens de confiance qui peuvent être distendus entre société et police, notamment dans les quartiers populaires et auprès des jeunes ?

Intervenant pressentis :

Laurent Mucchielli, sociologue, CESDIP, Paris

Marwan Mohammed, sociologue, CNRS

13 mai 2011

Le Mans

1ERE RENCONTRE DU RESEAU DES CHEFS DE PROJET ANRU DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

En 2011, l'ANRU lance l'animation du réseau des 500 chefs de projet rénovation urbaine avec des journées interrégionales d'échanges. Pour les régions Bretagne, Pays de Loire, Haute et Basse Normandie, l'agence s'est associée à RésO Villes pour la préparation, la co-animation et la capitalisation d'une journée d'échanges de pratiques entre les chefs de projet rénovation urbaine. Le matin portera sur l'analyse de différents modèles de gouvernance des projets au sein des collectivités, leurs avantages et leurs inconvénients, les pistes à retenir pour la réussite des projets. L'après-midi, deux études de cas permettront d'aborder la complexité des opérations commerciales dans les projets de rénovation urbaine et d'apporter des éléments pour renforcer l'expertise sur cette thématique.

Septembre 2011

A déterminer

ATELIER COOPERATIF SUR L'EVOLUTION URBAINE DES TERRITOIRES DEFAVORISES



Cet atelier s'adresse aux universitaires et aux professionnels du développement et du renouvellement urbain. Il s'appuie sur l'expérience de modélisation développée par le laboratoire Urban Design Studies Unit (UDSU) de l'université de Strathclyde à Glasgow visant à mesurer l'impact des opérations de rénovation urbaine sur le rapport des territoires à la centralité de l'aire urbaine dans laquelle ils s'inscrivent. Il permettra d'apporter un nouveau regard sur les projets et de susciter de la controverse avec les chercheurs locaux. Une première étape va consister à choisir le projet qui sera passé au crible de la méthode des universitaires britanniques. Après une analyse documentaire, ils viendront à la rencontre des acteurs du projet lors de deux journées prévues courant juin. L'atelier s'appuiera sur la restitution de leurs travaux et sera largement ouvert à nos territoires, voire aux Régions Centre et Poitou-Charentes. Le SG CIV participe à l'organisation de cette action.

Sergio Porta, directeur de l'UDSU

Ombretta Romice, coordinatrice

Atelier en langue anglaise, avec interprète

Novembre 2011

Saint Nazaire

1ERE SESSION DU MODULE DE FORMATION « PROJETS URBAINS INTEGRES ET POLITIQUES
PUBLIQUES NATIONALES CONTRACTUELLES EN FAVEUR DES QUARTIERS DEFAVORISES »



Cette formation est construite par un groupe de travail national animé par la Mission Europe Urbain auquel RésO Villes participe. Elle vise à professionnaliser les acteurs engagés sur l'ensemble des dispositifs liés à l'urbain, mais également à améliorer les pratiques. Cette première session a vocation à être modélisée et utilisée sur d'autres territoires. Elle repose sur une approche opérationnelle à partir d'un site pilote, regroupant tous les dispositifs (FSE, PUI, CUCS, RU ...).

INSTITUTIONS

Septembre 2011

Nantes

JOURNEE THEMATIQUE SUR LES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET LES FINANCES LOCALES

Cette rencontre sera organisée sous forme d'ateliers à destination de différents publics disposant de connaissances inégales sur le sujet. Elle sera notamment ouverte aux bailleurs sociaux avec un contenu adapté à leurs préoccupations.

2^{ème} semestre 2011

ELABORATION D'UN PROGRAMME D' ACTIONS 2012-2013 AUTOUR DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI POUR LES QUARTIERS POPULAIRES



Ce sujet complexe revêt une importance majeure pour les habitants des quartiers populaires. Pour apporter une offre pertinente et rigoureuse permettant d'escompter un impact sur les politiques publiques et les pratiques professionnelles, RésO Villes s'appuiera sur un groupe ressources (représentants Etat, Collectivités, Caisse des Dépôts et Consignations, chambres consulaires, associations...).

Avant juin, un cahier des charges précisera les attendus vis-à-vis de ce groupe ressources qui débutera ses travaux à la rentrée de septembre.

Nous nous appuierons également sur l'expérience des autres centres de ressources. L'association participera le 12 mai prochain à une journée de restitution d'une étude récente et d'un atelier mené en 2010 par Villes au Carré, Centre de ressources politique de la ville Poitou Charente et Centre : « développement économique, emploi et insertion : quelle mobilisation pour les quartiers ».

EN PROJET

ANIMATION DU RESEAU DES COORDONNATEURS DES ATELIERS SANTE VILLE

ANIMATION DU RESEAU DES COORDONNATEURS PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE

FORMATION DEVELOPPEMENT DURABLE ET POLITIQUE DE LA VILLE

LE SITE INTERNET

Le site Internet de RésO Villes a été conçu dès le lancement du centre de ressources pour offrir à l'ensemble des acteurs des informations nationales et locales sur toutes les thématiques liées aux territoires de la politique de la ville.

En 2008, la refonte graphique et éditoriale du site a permis de dynamiser l'outil. Il donne aujourd'hui une meilleure visibilité à nos actions et offre de nouvelles fonctionnalités.

En 2011, de nouvelles modifications seront apportées : ajout du flux RSS, intégration de sondages pour évaluer les attentes des visiteurs, agenda de nos prochaines rencontres dès la page d'accueil, création d'une rubrique « politique de la ville » (historique, textes et dispositifs, actualités), développements d'informations sur la politique de la ville dans nos territoires (cartographie dynamique des dispositifs ...).

Le site Internet est consultable par toutes les personnes intéressées ou concernées par le champ des politiques publiques en direction des quartiers populaires.

Il est consulté par près de 10 000 personnes chaque mois.

Les rubriques

Les actualités :

Toutes les actualités nationales et locales des politiques publiques en direction des quartiers populaires.

Les rendez-vous de nos partenaires :

Agendas des évènements en région et ailleurs.

Nos actions :

Toutes les informations relatives à nos ateliers, nos journées thématiques, nos réseaux, etc.

Nos productions :

Actes des journées thématiques, synthèses des ateliers, newsletters, dossiers thématiques.

Base documentaire :

Accès aux documents référencés au centre de ressources (1000 références) disponibles en prêt ou en téléchargement.

Nos territoires :

Connaissance des territoires prioritaires des régions Bretagne et Pays de la Loire.

Nos boîtes à outils :

Partage d'expériences, offres d'emploi, de formation, de stages, annuaire des acteurs.

LE SERVICE QUESTIONS-REPONSES

Le service Questions-Réponses offre la possibilité à nos adhérents de solliciter le centre de ressources pour des demandes de prêt de documents, des recherches d'expériences auprès des collectivités, recherches d'intervenants, des accompagnements sur site, des relais d'information.

Il vise à :

- Favoriser la mise en réseau par les échanges d'expériences et les mises en contact entre professionnels
- Relayer les informations de nos territoires (rencontres, offres d'emploi...)
- Mettre à disposition les ressources du fonds documentaire

Le service questions-réponses s'adresse en priorité aux adhérents de RésO Villes. Des collectivités non-adhérentes ou d'autres publics peuvent également nous solliciter (villes d'autres régions, villes en CUCS non-adhérentes, étudiants...).

Les catégories d'acteurs du service questions-réponses sont : les services des villes et agglomérations hors politique de la ville, les équipes CUCS et autres professionnels émanant des dispositifs liés à la politique de la ville, les centres de formation, associations, les services de l'Etat, centres de ressources, bureaux d'études, conseils régionaux et généraux, les CAF...

QUELQUES EXEMPLES DE DEMANDES :

- Recherche d'expériences d'accompagnement artistique autour de la requalification des quartiers
- Recherche de bureaux d'études dans le cadre d'un projet d'habitat intergénérationnel
- Recherche d'informations sur les modalités de mise en place d'un Conseil des Droits et Devoirs des Familles
- Recherche de documents et d'expériences pour la réalisation d'un dossier sur le sentiment d'insécurité dans le cadre du CLSPD
- Recherche d'intervenants sur la question du logement des jeunes
- Recherche d'outils pédagogiques sur la non-violence
- Recherche de porteurs de projets ayant mis en place des actions de lutte contre la fracture numérique

L'ÉQUIPE DE RESO VILLES

Elle est composée de :

Emmanuelle SOUMEUR-MEREAU, Directrice

emmanuelle.soumeur-mereau@resovilles.com

Chafik HBILA, Chargé de mission, doctorant en sociologie

chafik.hbila@resovilles.com

Claudine PICHERIE, Chargée de mission

Claudine.picherie@resovilles.com

Soazig BARRE, Responsable des ressources documentaires et des outils de communication

webmestre@resovilles.com

Julie SIMON et Anne BIGOT, Assistantes

resovilles@resovilles.com

CONTACT

RésO Villes

23 rue des Renards

44300 NANTES

www.resovilles.com

Tel : 02 40 58 02 03 – Fax : 02 40 58 03 32